

Référendum constitutionnel au Burundi : 42 opposants arrêtés depuis décembre

@rib News, 18/01/2018 Source AFP Un groupe parlementaire d'opposition burundais a dénoncé jeudi l'arrestation ces dernières semaines de plus de 40 de ses militants, auxquels le gouvernement reproche de militer avant l'ouverture officielle de la campagne du référendum constitutionnel prévu en mai.

Avec ce référendum, les Burundais doivent approuver ou rejeter un projet de révision de la Constitution qui permettrait au président Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, de briguer à partir de 2020 deux mandats de sept ans. Ce référendum était initialement prévu en février, mais il a été reporté "pour des raisons techniques" par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), qui le prévoit maintenant en mai. Le gouvernement a lancé le 12 décembre une "campagne d'explication" autour de la forme constitutionnelle. Mais la campagne officielle ne commencera que deux semaines avant le référendum, et personne n'est donc encore autorisé à défendre ouvertement le oui ou le non. Mais depuis le 12 décembre, 42 militants du mouvement Amizero y'Abarundi "ont été arrêtés arbitrairement et emprisonnés sous l'accusation de faire campagne pour le non", a expliqué à l'AFP son président, le député Pierre-Claude Ndikumana. "La plupart de ces militants ont été arrêtés uniquement parce qu'ils sont membres de notre parti, sur simple soupçon", a-t-il ajouté. Amizero y'Abarundi ("Espoir des Burundais") regroupait au départ les ailes historiques des ex-rebelles hutu des Forces nationales de libération (FNL), dirigées par Agathon Rwasa, et de l'ancien parti unique Uprona de Charles Nditije. Il n'est plus composé aujourd'hui que de 25 députés FNL. M. Rwasa, qui s'était opposé à la candidature de M. Nkurunziza à un troisième mandat en avril 2015, à l'origine de l'actuelle crise politique, avait ensuite décidé de "jouer le jeu" du pouvoir pour tenter de débloquer la situation. Il avait ainsi été élu vice-président de l'Assemblée nationale en juillet 2015, peu après la réélection de M. Nkurunziza. L'Uprona avait refusé de siéger à l'Assemblée. M. Ndikumana a dénoncé "un double jeu flagrant" car dans le même temps, selon lui, les ministres et responsables du parti au pouvoir (CNDD-FDD) n'ont aucune hésitation à faire campagne pour le oui. "Si un membre du gouvernement a fait campagne pour le oui, c'est une erreur qui va être corrigée", a affirmé à l'AFP Gaston Sindimwo, le premier vice-président burundais. Mais "les opposants qui font campagne pour le non doivent être arrêtés car pour nous, ce sont des rebelles aux instructions du chef de l'État", a-t-il ajouté. Fervent défenseur de l'actuelle Constitution, M. Rwasa s'oppose ouvertement au pouvoir en place. Il a ainsi dénoncé "une révision de la Constitution qui viole la Constitution". "Le niveau d'intolérance, de privation et de violation des droits civils et des libertés politiques a atteint son paroxysme", a ainsi dénoncé dans un communiqué Amizero, qui a également déploré "la recrudescence de violence verbale" à l'encontre de ses membres et de M. Rwasa.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});